

LA CRISE DIPLOMATIQUE DE MARS 2004 ENTRE LE CAMEROUN ET LA GUINEE EQUATORIALE : FONDEMENTS, ENJEUX ET PERSPECTIVES

Yves Alexandre Chouala
GRAPS/CEAN-IEP

INTRODUCTION

Le 16 mars 2004, le président Paul Biya "rappelle en consultation" l'ambassadeur du Cameroun à Malabo. C'est l'ouverture officielle (enfin !) d'une crise - qui couvait depuis quelques années - dans les relations diplomatiques entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale. Dans l'histoire de la diplomatie camerounaise sous la présidence de Paul Biya, le fait est inédit. D'où la surprise générale qui a accompagné cette décision présidentielle aussi bien au sein de l'opinion publique nationale que dans les milieux diplomatiques. De notoriété planétaire en effet, le président camerounais est un chef d'Etat à l'engagement extérieur extrêmement calculé et limité et dont le style en matière de politique étrangère semble se résumer à un renforcement de la stabilité interne comme stratégie de pesée dans les affaires internationales et de rayonnement à l'extérieur. Au regard de cette posture diplomatique, la sortie assez prompte de Paul Biya sur une question de relations interétatiques et suivant une perspective de la confrontation prend la forme d'un évènement historique dans la vie internationale camerounaise.

En Guinée Equatoriale pourtant, les expulsions quasi-inhumaines et les exactions diverses commises par les forces de sécurité sur les ressortissants camerounais relèvent de "l'ordre de la banalité" ; c'est-à-dire "ce qui est attendu, parce qu'il se répète sans surprise, dans les faits et gestes de tous les jours" (Mbembe, 1995 : 76). Celles-ci remplissent les notes quotidiennes de l'ambassade et du consulat du Cameroun respectivement à Malabo et à Bata en direction de Yaoundé et n'ont jamais suscité de la part des autorités camerounaises une réaction ferme et véhémente. Au regard de la tension diplomatique qui va naître entre Yaoundé et Malabo suite à une nième vague d'expulsion des ressortissants camerounais, on ne peut manquer de faire l'hypothèse d'un simple concours de circonstance qui masque une situation objective d'amoncellement de nombreux nuages et de multiplication des malentendus entre les deux capitales. Quels sont les éléments clefs qui structurent la crise qui éclate finalement en mars 2004 et comment se sont-ils sédimentés ? Quels sont les contours et les enjeux de la crise ? Quelles perspectives laisse-t-elle entrevoir dans les relations diplomatiques futures entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale ? Quels pourront être ses effets collatéraux dans la dynamique diplomatico-stratégique dans le Golfe de Guinée ?

Telles sont les questions que cet article aborde dans une perspective analytique d'inscription de l'actualité dans la longue durée. L'article commence donc par aborder la dynamique historique de la crise (I) avant de mettre en exergue ses enjeux géostratégiques au plan sous-régional global (II).

I – LA DYNAMIQUE HISTORIQUE DE LA CRISE

La crise diplomatique entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale n'est pas une génération spontanée ; elle a connu une phase relativement longue d'incubation marquée par la manière assez tumultueuse voire cacophonique avec laquelle la Guinée Equatoriale a fait face au défi auquel elle s'est trouvée confrontée de gérer son reclassement géostratégique international et sa montée régionale dans un contexte de leadership et d'hégémonie structurels et historiques du Cameroun. En effet, la forte immigration camerounaise vers ce pays, le discours vindicatif et l'attitude de plus en plus empreinte de défiance de la Guinée Equatoriale à l'égard du Cameroun, son intervention dans la relation délicate entre le Cameroun et le Nigeria, son soupçon récurrent de complot de déstabilisation de la part du Cameroun ont donné l'impression que la Guinée Equatoriale inscrivait sa montée régionale dans une perspective anti-camerounaise. Et dans un contexte diplomatique sous-régional où semble s'être établie la conviction de la condescendance à l'égard de ses pairs du président Paul Biya davantage tourné vers ses affaires intérieures, le fossé diplomatique entre les deux Etats ne pouvait que se creuser davantage. De sorte que, entre Malabo et Yaoundé, sur la gestion des flux bilatéraux et sur bon nombre de questions régionales, la divergence est apparue profonde et s'avère durable.

La pression migratoire camerounaise

La ruée des camerounais vers la Guinée Equatoriale depuis le début de l'exploitation pétrolière constitue sans doute la racine nourricière de la mésentente et de la tension entre Malabo et Yaoundé. Cette immigration est cependant antérieure à la manne pétrolière. Elle trouve son origine dans une politique nationale équato-guinéenne d'importation de la main d'œuvre agricole. En effet, face au refus des Fangs (80% de la population) de servir en qualité de manœuvres dans l'économie de plantation qui caractérisait le pays avant l'indépendance, le colonisateur espagnol d'abord et le premier gouvernement indépendant de Macias Nguema par la suite mirent sur pied une vigoureuse politique d'importation de la main œuvre étrangère. Camerounais, Nigériens, Libériens, etc. formèrent le gros du contingent de travailleurs importés. C'est à ce moment que se constituent les diasporas étrangères en Guinée Equatoriale. Le débordement des flux migratoires que ce pays connaît actuellement s'inscrit par conséquent dans une trajectoire de détournement d'une politique publique de l'Etat (Chouala, 2004).

Petit pays de près de 500 000 habitants, la Guinée Equatoriale redoute la forte immigration anarchique et incontrôlée des camerounais et des ressortissants des autres pays d'Afrique centrale et occidentale. Cette immigration pourrait avoir des conséquences néfastes sur son équilibre démographique interne. La forte poussée de l'immigration aiguise aussi les tensions sociales internes liées à l'accès à l'emploi et à la jouissance par les nationaux des opportunités offertes par l'exploitation pétrolière. Par ailleurs l'investissement des camerounais dans les activités criminelles a conduit à la structuration d'un discours officiel et

d'une opinion publique sur le « péril camerounais ». Parlant des camerounais de Malabo en 2000, le président équato-guinéen dénonçait leur implication dans « la plupart des actes délictueux commis à Malabo (...) les Camerounais (...) sont beaucoup plus malins : les feymen et autres multiplicateurs de billets de banque ne font pas de bruit mais beaucoup de mal » (*AFP Afrique*, 15/08/2000). Et Teodoro Obiang Nguema Mbasogo poursuivait en soutenant que « les voisins commencent à nous regarder avec jalousie et cela peut entraîner qu'ils provoquent l'insécurité dans notre pays ». Face à cette insécurité générée par les étrangers (camerounais et nigériens surtout), le président équato-guinéen va proposer la solution radicale de la « machette » : « Chacun de vous, conseilla-t-il à son peuple, doit disposer d'une machette, de bâtons et de barres de fer pour frapper les voleurs à la tête et qu'ils disparaissent. ». La politique assez féroce de la gestion de l'immigration camerounaise et le discours vindicatif qui l'accompagne et le légitime ne sont pas toujours très appréciés par l'opinion publique camerounaise qui accuse en retour la Guinée Equatoriale d'ingratitude et de « complexe du nouveau riche ».

La trahison du « grand-frère » ?

Commencée en 1991 par la découverte de Alba et renforcée en 1996 avec l'inauguration du champ de Zafiro - qui renferme des réserves d'environ 300 millions de barils - puis en 1999 par l'exploitation du plus important gisement de Campo Ceiba au large du Rio Muni (Campbell, 1998: 140-151), la production pétrolière en Guinée Equatoriale s'est accompagnée d'un spectaculaire revirement de sa politique régionale (Chouala, 2003). Le fait marquant dans ce revirement est le déclassement géostratégique du Cameroun au profit du Nigeria. C'est dans ce déclassement- combiné à la construction d'un « péril camerounais » - que s'origine la crise diplomatique qui apparaît au grand jour en mars 2004.

En effet, depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays le 27 octobre 1968, le Cameroun s'est toujours montré solidaire et bienveillant à l'égard de son voisin de l'extrême sud 17 fois plus petit. Les deux pays ont entretenu une coopération dense et diversifiée régie par divers instruments juridiques¹. La fréquence des visites de haut niveau effectuées par les autorités de Malabo à Yaoundé témoignait de l'importance du Cameroun dans la vie nationale équato-guinéenne. Au cours de ses nombreuses visites à Yaoundé, le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo recourait toujours à l'expression « grand frère » pour désigner son homologue camerounais. Le "grand frère" fournissait alors à son (docile) cadet les utilités nécessaires de survie et d'expression de la souveraineté: avion présidentiel pour les déplacements du chef d'Etat équato-guinéen, denrées alimentaires, infrastructures sanitaires et éducatives. Un appui important et décisif fut également apporté à la Guinée Equatoriale par le Cameroun en vue de son intégration dans la zone franc et de son admission au sein de l'Union Douanière et Economique des Etats de l'Afrique centrale (Udéac)².

Le revirement de la Guinée Equatoriale par l'adoption d'une ligne diplomatique anti-camerounaise sera par conséquent vécu à Yaoundé comme une trahison du "grand frère". Ce sentiment d'ingratitude et de trahison était déjà souligné par le plus grand quotidien

indépendant du Cameroun en 2001. « Il est bien loin, écrivait alors le journal, ce temps où la Guinée Equatoriale d'Obiang Nguema Mbasogo mangeait dans la main du Cameroun de Paul Biya. En ce temps là, l'ami Obiang ne pouvait pas passer deux mois chez lui sans venir saluer son "grand frère". En cette occasion alors, en grand seigneur bon prince, [Paul Biya] envoyait gentiment son avion personnel pour les aller et retour de son "homologue". En ce temps-là, tout était prétexte à voyage sur le Cameroun : les salaires des fonctionnaires d'Obiang, les maux de dents de son épouse etc. [...]. Puis est arrivé le pétrole [et] tout a changé. Et l'ami Obiang a soudain réalisé que les Camerounais étaient tous de petits voleurs et de gros salauds. Puis il a commencé à se faire représenter aux manifestations qui avaient lieu dans "son" Yaoundé. On se demandait même si l'ami Obiang était encore en mesure de dire bonjour à notre [Paul Biya] s'il le rencontrait un jour quelque part on route » (*Mutations*, N° 467, 2001 ; 2). La politique équato-guinéenne du Cameroun depuis son apparition dans le club riche des "Etats hydrocarbures" a pris l'allure d'une diplomatie de la revanche traduisant, comme l'a souligné un politiste camerounais « une expression d'un sentiment de rancœur longtemps dissimulé » (Owona Nguini, 2004 : 5). La manne pétrolière a en effet donné les coudées franches à la Guinée Equatoriale pour qu'elle puisse « exprimer cette rancœur refoulée qui avait été manifestée vis-à-vis [du] parrainage du Cameroun, que par contrainte les Equato-guinéens sollicitaient mais qui leur pesait [...] Les Equato-guinéens estiment avoir aujourd'hui les capacités de tenir tête au Cameroun, même si cela peut relever pour les Camerounais d'une espèce de complexe du nouveau riche » (Owona Nguini, 2004: 5). Ce complexe du nouveau riche est amèrement digéré par le pouvoir de Yaoundé qui s'est pourtant gardé de toute contre action ou récrimination bruyante.

L'alliance avec la menace nigériane

Dans la géopolitique interne du Golfe de Guinée, le Nigeria constitue à la fois le rival stratégique et la principale menace militaire du Cameroun. La tentative de modification unilatérale de sa frontière maritime et terrestre avec le Cameroun traduite par l'occupation militaire de la presqu'île de Bakassi en 1993 a fini par convaincre les autorités camerounaises des ambitions territoriales et hégémoniques du "géant" de l'Afrique subsaharienne. Suite à cette occupation militaire de Bakassi, une véritable rivalité diplomatique - stratégique reposant sur un face à face militaire sur le terrain va s'instaurer entre Yaoundé et Abuja. Tandis que le Cameroun, qui ne pouvait compter de solides appuis au niveau sous-régional, va s'orienter vers la mobilisation des ressources de la justice internationale pour faire reconnaître ses droits historiques sur Bakassi, le Nigeria va pour sa part, engager une vigoureuse opération de ralliement à sa cause des Etats du Golfe de Guinée. Devenue à la faveur de cette conjoncture régionale, un atout diplomatique non négligeable pour les deux Etats en compétition, la Guinée Equatoriale, contre toute attente va "lâcher" le Cameroun pour s'allier avec le Nigeria.

En effet, à partir de 1994, un intense ballet diplomatique s'instaure entre Malabo et Abuja. Madame Constancia Mangué de Obiang se rendra en visite officielle à Abuja au

courant des années 1994 et 1997 sur invitation de Madame Abacha. Son époux Teodoro Obiang Nguema Mbasogo en fera de même et sera reçu à Abuja les 3 et 4 juin 1998 et les 18 et 19 septembre 1998 respectivement par le chef de l'Etat nigérian, le général Sani Abacha et son successeur le général Abdulsalami Abubakar. Ce dernier sera à son tour reçu à Malabo les 11 et 22 avril 1999. Les contacts au plan militaire se renforcent également à l'instar de l'audience accordée par Teodoro Obiang Nguema Mbasogo au chef d'état major de la marine nigériane le 20 mars 1998. Au menu de cette visite l'octroi, par la Guinée Equatoriale, des facilités militaires au Nigeria lui permettant ainsi de poursuivre son encerclement militaire du Cameroun. Le Cameroun va vivement s'inquiéter de ce deal diplomaticostratégique entre Abuja et Malabo : « (...) Le Cameroun ne peut ne pas s'inquiéter de l'octroi (...) de facilités militaires par la Guinée Equatoriale au Nigeria, étant donné que ces facilités sont de nature à menacer la sécurité du Cameroun dans son flanc sud. [Ces facilités] constituent une menace pour la sécurité civile et économique du Cameroun, accentuée par le fait que depuis Décembre 1993, notre pays est victime de l'agression nigériane dans la péninsule camerounaise de Bakassi. En effet, c'est nécessaire de souligner que la partie insulaire de la Guinée Equatoriale où se trouve Malabo est la partie qui intéresse le plus le Nigeria. Malabo se trouve à 10 minutes de vol d'avion du port et des installations pétrolières de Limbé»³.

La Guinée Equatoriale ne va pas s'arrêter à ce retournement stratégique en défaveur du Cameroun. Elle va aussi, sous le couvert de la « protection de ses intérêts vitaux », s'inviter le 30 mars 1999 dans le dossier juridique de Bakassi devant la Cour internationale de justice en appui aux thèses du Nigeria. L'agent de la Guinée Equatoriale à la Cour internationale de justice, Ricardo Mangue Obama N'fube, va estimer d'une part que « la position du Cameroun devant la Cour est radicalement différente à celle adoptée dans le cadre des relations diplomatiques entre les trois Etats voisins »⁴ et d'autre part que « la revendication maritime du Cameroun, dans le cadre d'un litige avec le Nigeria, porte préjudice aux intérêts de la Guinée Equatoriale»⁵. En fustigeant ce qu'il a appelé le « changement de position radical » de la part du Cameroun, le ministre Ricardo Mangue Obama N'fube insiste sur la « demande la plus fondamentale » de son gouvernement, à savoir que la « Cour ne devait accorder aucun crédit à [la] position camerounaise »⁶. La reprise par la Guinée Equatoriale des arguments développés par le Nigeria devant les juges de la Cour internationale de justice fera d'ailleurs dire à Alain Pellet, l'un des avocats du Cameroun que la « Guinée Equatoriale intervient dans cette affaire aux côtés du Nigeria ; elle fait avec lui cause commune »⁷. Dès lors, il était clair à Yaoundé que le pays d'Obiang Nguema Mbasogo était désormais un allié stratégique objectif du Nigeria avec lequel un accord d'exploitation commune des ressources pétrolières se trouvant de part et d'autre de leur frontière maritime sera par ailleurs conclu. Le Cameroun encaisse une fois de plus le "coup" stratégique à lui porté par la Guinée Equatoriale mais fidèle à sa politique modérée en matière de prise de position dans les affaires régionales, se mure dans un silence difficilement déchiffrable à Malabo.

L'attitude de la Guinée Equatoriale pourrait se comprendre de deux manières. D'une part on peut penser que son alliance avec le Nigeria constituait un comportement préventif destiné à empêcher une action militaire nigériane unilatérale à la frontière grise commune

entre les deux Etats. La Guinée Equatoriale tentait ainsi d'endiguer la reproduction du syndrome de Bakassi sur son propre territoire ; d'où son appui diplomatico-stratégique au Nigeria. D'autre part, l'Etat équato-guinéen prédisait une probable victoire juridique du Nigeria et semblait ainsi s'allier avec le bon camp. Stratégiquement, le choix de Malabo était judicieux car il neutralisait en quelque sorte le géant nigérian quelque soit l'issue du conflit. Toutefois la coopération active de la Guinée Equatoriale avec le Nigeria sur l'affaire de Bakassi ne semble pas avoir réduit les craintes de la première par rapport au second qui fait toujours montre de velléités hégémoniques et d'ambitions territoriales non dissimulées. Ainsi dans un discours à la nation le 19 novembre 2003, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, tout en indiquant que son pays avait signé des « accords (frontaliers) définitifs » avec le Nigeria, rappelait à ce dernier que « dans le cadre des relations fraternelles et de bon voisinage [...] [les] vifs souhaits [de la Guinée Equatoriale sont] que les traités frontaliers s'appliquent dans un esprit de respect des lois et des traditions pour la conservation de la paix dans la. sous région [...]»

Le discours vindicatif de Obiang Nguema Mbasogo

Parallèlement à sa recherche du parapluie sécuritaire nigérian, le régime de Malabo va durcir sa politique envers les immigrés camerounais érigés en menace pour la stabilité nationale et en empêcheurs de jouissance de ses ressources pétrolières par le peuple équato-guinéen. En 2000, les sources diplomatiques camerounaises tiraient déjà sur la sonnette d'alarme en affirmant que les camerounais vivant en Guinée Equatoriale sont systématiquement victimes de tracasseries et escroqueries de tous genres et notamment depuis 1994 : retrait des cartes de séjour, détention abusive, confiscation de biens, traitement discriminatoire par rapport aux ressortissants des autres pays amis de la Guinée Equatoriale. Le président camerounais sera personnellement victime de ces tracasseries consulaires lors de son voyage à Malabo les 24 et 25 juin 1999 pour prendre part au double sommet de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). En effet, face à la détermination affichée par la police aéroportuaire de Malabo de fouiller ses bagages et effets personnels, le président camerounais s'y plia. Une lettre de protestation du ministre camerounais des relations extérieures condamnant ces agissements contraires à la courtoisie et aux privilèges dus à un chef d'Etat fut remise à l'ambassadeur de la Guinée Equatoriale à Yaoundé au lendemain de ce grave incident.

Fait très significatif, c'est le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo qui porte lui-même la parole vindicative de son pays à l'endroit des Camerounais. Foulant aux pieds les principes de la réserve et de la courtoisie diplomatique, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo va, en des termes assez discourtois, critiquer la représentation diplomatique du Cameroun dans son pays en s'indignant du « même vieil ambassadeur qui est en poste depuis plus de 15 ans » (*Jeune Afrique L'Intelligent*, N°2186, 2002 : 33). Dans une interview accordée au journal *Jeune Afrique L'Intelligent* en 2002, il affirme que nombre de Camerounais résident

en Guinée Equatoriale « se sont rendus coupables d'escroqueries, de détournements et mettent en danger la sécurité du pays» (*Jeune Afrique L'Intelligent*, N°2186, 2002: 33). Le président équato-guinéen ne faisait que revenir sur des propos qu'il avait déjà eu à tenir le 17 juillet 2000 au palais des congrès de Malabo lors d'une fête de son parti politique : « Faites attention aux étrangers et surtout aux Camerounais, car ces derniers ont eu de l'argent du pétrole avant, et leurs gisements pétroliers étant déjà épuisés, ils cherchent à nous envahir ». Ces propos avaient été jugés très "préoccupants" par les autorités camerounaises qui ne manquèrent pas de requérir des services d'intelligence des fiches plus précises sur ce qui faisait courir le chef de l'Etat équato-guinéen contre le Cameroun.

Severo Moto Nsa : ami du Cameroun ?

La Guinée Equatoriale a toujours soupçonné le Cameroun d'être un sanctuaire pour les dissidents du régime et les partisans de Severo Moto Nsa qui reste l'opposant le plus farouche et le plus déterminé à mettre un terme au règne de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Depuis les attaques armées du 21 janvier 1998 dans les villes de Moka et Luba attribuées au Mouvement d'autodétermination de l'île de Bioko, le régime équato-guinéen a toujours considéré Yaoundé comme étant sinon de connivence avec les rebelles du moins de se montrer trop compréhensif et trop souple à leur égard. La politique régionale du Cameroun voulue anti-hégémonique et de non ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats est généralement perçue à Malabo comme une neutralité de complicité et un encouragement tacite à l'aile radicale de l'opposition équato-guinéenne qui ne rêve que de chasser Teodoro Obiang Nguema Mbasogo du pouvoir. C'est ce que corroborait en 2000 l'Union des Démocrates Indépendants de la Guinée Equatoriale (UDI) - parti d'opposition - qui, dans une déclaration de solidarité aux Camerounais victimes de multiples abus et de nombreuses vagues d'expulsion, affirmait que «Le Cameroun est considéré comme un ennemi par le régime dictatorial de Malabo sous prétexte qu'il protège les réfugiés politiques équato-guinéens (conformément aux conventions internationales et aux statuts des Nations Unies) et ce en dépit des multiples demandes de Malabo pour leur extradition. Cette attitude se justifie par le fait que le Cameroun ne se plie pas comme le Gabon aux exigences de Obiang Nguema».

Que le Cameroun soit donc accusé d'abriter sur son territoire des camps d'entraînement des mercenaires en vue du renversement du régime équato-guinéen au profit de Severo Moto Nsa ne date pas de mars 2004. En 1999 déjà, le gouvernement équato-guinéen, qui pensait avoir déjoué un complot de déstabilisation impliquant le Cameroun, avait transmis aux autorités de Yaoundé un « contrat de prestations des services » entre Severo Moto Nsa et le Groupe Bob Denard/Armée Française au Cameroun. Ce contrat stipulait que : « Entre d'une part, M. Jean Njoya, Commandant des Forces Spéciales, CNS 12613386196 du 13/10/96, agissant au nom du groupe Bob Denard (Armée Française au Cameroun), et d'autre part, M. Severo Moto Nsa, agissant au nom du groupe G.E (Front de Libération Nationale) FRELINA (...) : (1) Le groupe Bob Denard, Armée Française au Cameroun (GBD-AFC) s'engage à

mettre à la disposition du Front de Libération Nationale de G.E. (FRELINA-GE) un personnel qualifié et du matériel nécessaire pour l'exécution d'une mission ponctuelle en Guinée Equatoriale ; (2) Tant le personnel que le matériel seront utilisés en accord avec ladite mission au sujet de laquelle il sera gardé un silence absolu ; (3) L'effectif du personnel qualifié à employer est de quinze hommes, pour des raisons d'efficacité et de discrétion ; (4) Le délai d'exécution de la mission, objet du présent contrat, s'étale sur 30 jours, pouvant aller jusqu'à 45 jours si l'exigent les circonstances. A la fin de la mission le groupe FRELINA G.E. payera au Groupe BD-AFC une somme d'un million de francs français répartie de la manière suivante : - 500.000FF pour main d'œuvre ; 300.000FF au Chef de Groupe ; - 200.000FF au Directeur du Groupe»⁸.

La révélation de mars 2004, bien qu'émanant d'une source peu fiable en l'occurrence le journal sud-africain *The Star*, ne constituait pour Malabo qu'une pièce à conviction de plus ; raison pour laquelle les autorités équato-guinéennes n'ont eu aucune retenue à l'égard du voisin camerounais suite à des révélations de complot provenant d'une source médiatique et qui n'avaient pas été confirmées par une autre source plus crédible. D'ailleurs, dépêché à Yaoundé au lendemain du "rappel en consultation" de l'ambassadeur camerounais, le ministre équato-guinéen des affaires étrangères Pastor Micha Ondo Bilé, envoyé spécial de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, avait déclaré s'être rendu à Yaoundé non pas pour entendre le démenti (catégorique) des autorités camerounaises mais pour « informer le n° 1 camerounais sur la tentative de putsch [qui] peut déstabiliser non seulement la Guinée Equatoriale, mais aussi la sous région d'Afrique centrale » (*La Nouvelle Expression*, N° 1239, 2004 : 4). Le Guinée Equatoriale semblait ainsi promettre au Cameroun un retour d'ascenseur en matière de déstabilisation. Le pays ne se dit-il pas désormais riche et capable de financer les oppositions et les rebelles chez les voisins ? En tout cas le voyage du Pastor Micha Ondo Bilé a révélé la profondeur de la cassure et de la divergence entre les deux capitales au point où Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a dû se résoudre à voyager personnellement sur Yaoundé «au pas de course» pour tenter de baisser la tension entre les deux pays. La cassure ne sera pour autant pas réparée puisque, selon le quotidien gouvernemental camerounais *Cameroon Tribune*, «aucun aspect actuel des relations bilatérales entre Yaoundé et Malabo n'a été éludé pendant le séjour d'Obiang Nguema au Cameroun » (*Cameroon Tribune*, avril 2004).

II - LE RETOURNEMENT DE YAOUNDE ET L'ECLATEMENT DE LA CRISE

Recourant une fois de plus à son mode privilégié de prise de position dans les affaires internationales à savoir le « communiqué de presse », le gouvernement camerounais va tenter de rassurer les autorités équato-guinéennes en qualifiant, par voie de presse justement, les affirmations du quotidien sud-africain *The Star* contenues dans sa livraison du 11 mars 2004 d'«informations mensongères dénuées de tout fondement»⁹. Le ministre camerounais de la communication, Jacques Fame Ndongso publie le 12 mars un communiqué sans détour : « Le Cameroun n'a jamais servi et ne servira jamais de base de déstabilisation d'aucun pays. Le

gouvernement camerounais réaffirme en conséquence qu'il n'existe aucun camp d'entraînement de mercenaires sur son territoire. Il en résulte que si tentative de déstabilisation il y a, les auteurs et les complices doivent être recherchés ailleurs»¹⁰. On crut alors que Yaoundé allait s'en tenir à ce démenti d'usage lorsque survint, de manière assez inattendue, un retournement de son attitude devant le malentendu. Ce revirement semble sans doute liée à la manière avec laquelle la Guinée Equatoriale gérait cette affaire qualifiée de « tentative de déstabilisation d'un gouvernement démocratiquement élu par un groupe de mercenaires » disposant d'un "camp de concentration" au Cameroun. Quels sont les enjeux d'un tel retournement et quels pourront être ses effets au niveau régional ?

Les enjeux d'un retournement

La ligne frondeuse et populiste peu compatible avec la réserve et la courtoisie diplomatiques choisie par Malabo dans la gestion de l'affaire des présumés mercenaires, la pression de l'opinion publique camerounaise très critique vis-à-vis de la «xénophobie diabolique» (*Cameroon-Info.Net*, 23 septembre 2004), d'un « homme impopulaire, dictateur et putschiste qui voit partout l'ombre d'un coup d'Etat » (*La Nouvelle Expression*, 17 mars 2004 : 4), la conjoncture préélectorale au Cameroun et la présence américaine dans le Golfe de Guinée dans un contexte global de lutte contre le terrorisme et le mercenariat constituent les principaux enjeux ayant conduit à la fermeté affichée par le Cameroun vis-à-vis de la Guinée Equatoriale.

Obiang Nguema dans la rue contre Yaoundé : le geste de trop ?

Vraisemblablement, le Cameroun comptait parmi les "détracteurs" et «ennemis extérieurs" qui "portent atteinte à la paix [de la Guinée les Equatoriale]" dénoncés par Teodoro Obiang Nguema Mbasogo dès le 17 février 2004 lors d'une visite dans l'île de Bioko. Le président équato-guinéen avertissait alors son peuple sur le fait que « le maintien de la paix n'est pas uniquement le devoir du président de la république, du gouvernement et des forces de sécurité, c'est un devoir de tous les citoyens » (*AFP*, 17 février 2004). Dans la foulée de ces discours sur la menace des ennemis extérieurs, l'ambassade du Cameroun à Malabo connut un traitement d'ennemi en étant (avec celles du Gabon, du Ghana, d'Espagne) encerclée le 7 mars 2004 par les forces de sécurité qui procédèrent également à l'arrestation d'hommes politiques, de commerçants, militaires et officiers supérieurs issus paradoxalement de l'entourage du chef de l'Etat pour tentative de déstabilisation. Au moment où éclate l'affaire des mercenaires, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo va rejoindre les militants et sympathisants de son parti dans la rue en treillis militaires pour dénoncer les "agresseurs extérieurs". Une promesse de distribution automatique d'armes à toute la population pour faire face à toute agression extérieure sera faite par le président équato-guinéen. Cette préparation populaire à la guerre s'accompagne parallèlement d'une chasse aux camerounais

dans les rues de Malabo. Ce geste sera suffisamment expressif pour être lu et interprété à Yaoundé comme fournissant des indications précises sur la nébuleuse des agresseurs extérieurs contre lesquels mettaient en garde le chef d'Etat équato-guinéen. L'agresseur et l'ennemi extérieur vilipendé apparaît bel et bien comme étant le Cameroun.

La pression de l'opinion publique camerounaise sur Paul Biya

«Comment Obiang peut-il avoir l'ingratitude de cracher sur la main qui l'a longtemps nourrie?», s'interroge dans un taxi un habitant de Yaoundé. «Si c'est moi qui commandait la région militaire du sud, j'allais donner du boulot aux diplomates : je pénétrais en Guinée Equatoriale assurer la protection de nos compatriotes terrorisés», affirme un "homme en tenue" appellation locale des militaires - dans un restaurant de Yaoundé. «Trop c'est trop, sortez tous les Equato ou nous mettons le feu dans la maison. Equatoguinéens au feu !». C'est ainsi que scandaient à Douala « des manifestants de tous les âges » qui avaient attaqué à coup de projectiles le consulat de Guinée Equatoriale et encerclé "Hila Hotel" ; le principal établissement hôtelier qui reçoit généralement les ressortissants du pays d'Obiang Nguema Mbasogo. La rue camerounaise, au plus fort de la crise, grognait contre Obiang Nguema Mbasogo et son gouvernement.

Cette colère est suscitée, entretenue et largement diffusée par la presse camerounaise, toutes tendances confondues. L'organe de presse gouvernemental *Cameroon Tribune* s'insurge contre «l'expulsion de centaines de Camerounais en Guinée Equatoriale [qui] a été faite (...) en violation des instruments juridiques internationaux (Charte des Nations Unies, Déclaration Universelle des droits de l'homme, Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples)» (*Cameroon Tribune*, 15 mars 2004). Le quotidien *Mutations* dénonce les «errements xénophobes et délinquants» d'une «Guinée Equatoriale autrefois humble et courtoise [qui] s'est totalement décomplexée» en virant «vers une politique belliqueuse envers (...) Yaoundé au point de devenir désagréable [...]. Elle l'a montrée en prenant fait et cause pour le Nigeria dans le conflit de Bakassi ; elle vient encore de franchir un nouveau pas psychologique, en expulsant méchamment 1500 camerounais » (*Mutations*, 6 avril 2004 ; *La Nouvelle Expression*, 17 mars 2004). Le journal *La Nouvelle Expression* revendique du gouvernement camerounais des «actions rigoureuses » et l'invite à «ne (...) pas trop s'embarrasser des contingences ou des formules diplomatiques ennuyeuses et endormantes pour apporter une réponse rapide et efficace à l'agression de la Guinée Equatoriale » (*La Nouvelle Expression*, 17 mars 2004). Le journal conclut qu'«il est temps qu'on raisonne ce petit dictateur». Bref au moment où les ressortissants camerounais en Guinée Equatoriale subissent des « supplices impitoyables » sous « le prétexte du coup d'Etat » (*Le Messager*, 15 mars 2004), on vit au Cameroun la montée d'une opinion publique favorable au durcissement, voire même à une intervention militaire en Guinée Equatoriale.

Le poids du contexte de campagne électorale

Dans un contexte préélectoral où le président Paul Biya s'apprêtait à solliciter les suffrages de ses concitoyens pour un nouveau mandat à la tête de l'Etat, pouvait-il prendre le risque politique de rester comme à son habitude très réservé et discret face aux exactions commises sur des camerounais (et surtout lorsque ces exactions produisent sur le plan interne un effet de renforcement de sa légitimité de "père de la nation") à la veille d'un scrutin d'importance capitale? Les enjeux de politique interne interdisaient de donner l'impression d'un président indifférent au sort de ses concitoyens. Un tel argument aurait bien pu être mobilisé en sa défaveur par l'opposition. D'où le retournement quasi spectaculaire du président camerounais et l'exigence faite à son homologue équato-guinéen d'indemniser les victimes (camerounaises) des expulsions et des extorsions. Les camerounais se sont ainsi montrés fiers de leur chef d'Etat qui, après avoir « dévers[é] sa colère sur l'émissaire équato-guinéen » (*Mutations*, 06 avril 2004) et « refusé de prendre Obiang Nguema au téléphone » (*Cameroon-Info.Net*, 8 avril 2004), a fait courir ce dernier à Yaoundé pour la « confession », le « pardon » et « des excuses contre de la nourriture » (*Mutations*, 2a mars 2004; *La Nouvelle Expression*, 26 mars 2004).

La défense de l'image internationale du Cameroun et de ses intérêts stratégiques

Les considérations de géopolitique régionale et internationale n'ont pas été sans influence sur la réaction de fermeté du gouvernement camerounais face à l'accusation équato-guinéenne selon laquelle la Cameroun était le sanctuaire de mercenaires visant la «déstabilisation d'un gouvernement démocratiquement élu». Le Golfe de Guinée, dont le Cameroun constitue aujourd'hui l'une des positions les plus fiables au regard de sa stabilité institutionnelle et de son dynamisme économique, est au centre des manœuvres des puissances continentales et internationales qui désirent s'implanter dans la région. La Guinée Equatoriale se situant dans le domaine naturel de son influence, le Cameroun ne peut ne pas tirer des dividendes stratégiques du boom pétrolier équato-guinéen.

Les Etats-Unis d'Amérique qui, selon les prévisions du Pentagone, envisagent tirer 25% de leurs besoins en hydrocarbures du Golfe de Guinée à l'horizon 2025, mûrissent actuellement une stratégie de co-partage de l'influence régionale avec le Cameroun. Face à l'importance stratégique acquise par le Golfe de Guinée qui fournit déjà 10% des approvisionnements des Etats-Unis en hydrocarbures, ceux-ci « ne pouvaient pas se permettre un contrôle lointain d'un à un continent qu'ils connaissent peu et qui est de surcroît miné par l'instabilité politique, économique et sociale. Il apparaît donc logique que l'armée américaine veuille installer une base d'observation dans la région. Celle-ci se situerait forcément entre le Nigeria et l'Angola » (Nono, 2004).

D'ores et déjà ces deux derniers pays apparaissent hors course. Le Nigeria est considéré comme surpeuplé, immense, dotée d'une forte majorité musulmane et potentiellement

explosive. L'Angola a une profondeur stratégique limitée du fait ' de sa situation en contre bas du continent¹¹. Le Congo démocratique est empêtré dans la guerre civile, la partition et le pillage et risque ne pas en sortir de sitôt. Le Congo Brazzaville est non seulement lui aussi en guerre mais profondément profrançais. Le Gabon abrite déjà une base militaire française et pourrait difficilement importer l'expérience djiboutienne. Sao Tome et Principe qui abrite actuellement l'embryon de cette base est cependant jugé peu sûr parce que trop rapproché des côtes gabonaises (300 à 250 km).

Reste sur la liste la Guinée Equatoriale et le Cameroun. La première présente deux atouts majeurs : faible population et facilités d'accès à la mer: Cependant le régime d'Obiang Nguema Mbasogo est réputé très autoritaire et peu respectueux des droits de l'homme. Quant au second, c'est-à-dire le Cameroun, il présente en plus des facilités d'accès à la mer, des avantages supplémentaires'; notamment, « une solidité économique reconnue dans la sous région, certaines structures de base en place, et surtout il donne l'opportunité aux Etats-Unis d'utiliser le Cameroun doublement comme contre balancier à l'influence française dans la sous région et contre balancier à la prédominance nigériane dans le bassin ouest africain » (*La Lettre du Continent*, juillet 2004). Le voyage de Paul Biya à Washington en avril 2003 et la célébration par George. W. Bush du Cameroun comme pays stable et bien gouverné semble confirmer l'orientation camerounaise de la politique de contrôle du Golfe de Guinée des Etats-Unis. Pourrait aussi être signalée à cet égard, l'audience accordée en mai 2004 par Paul Biya au général américain Garlton W. Fulford, directeur du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique basé à Washington DC et qui sert de "think tank" aux politiques stratégiques américaines en Afrique (*Cameroon Tribune*, juillet 2004).

La crise ou si l'on préfère la guerre diplomatique actuelle entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale renferme ainsi une dimension de concurrence ou de lutte pour la captation de la béquille stratégique américaine. L'heure étant aux Etats-Unis et dans le monde entier à la lutte acharnée contre les mercenaires/terroristes et "ceux qui les soutiennent" l'accusation de sanctuaire de mercenaires portée par la Guinée Equatoriale contre le Cameroun s'inscrivait quelque part dans une stratégie de déclassement éthique et symbolique du Cameroun sur la scène internationale. D'où la contre réaction du gouvernement camerounais qui, dans son communiqué du 12 mars 2004 signé du ministre de la communication Jacques Fame Ndong, « se réserv[ait] le droit d'entreprendre toutes actions appropriées pour préserver son image et défendre ses intérêts »¹². A quels intérêts faisaient allusion le ministre camerounais ? La nature des événements semble bel et bien indiquer qu'il s'agissait des intérêts stratégiques. Pour le Cameroun donc, la Guinée Equatoriale s'associait à une campagne internationale de ternissement de son image plutôt bonne de pays de paix et de stabilité ayant fait de la neutralité et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, un principe cardinal de sa politique étrangère.

Dans sa campagne internationale contre le Cameroun, la Guinée Equatoriale est plus ou moins discrètement soutenue par les puissances continentales qui lorgnent les richesses pétrolières de ce pays et qui lient dans leur stratégie le recul de Yaoundé à la montée de leur propre influence. C'est le cas notamment de l'Afrique du Sud qui cherche à prendre pied dans

les puits pétroliers équato-guinéens. Le fait que l'information sur la localisation au Cameroun du camp d'entraînement des mercenaires recrutés pour renverser Obiang Nguema Mbasogo provienne d'un quotidien sud africain n'a pas surpris dans les milieux diplomatiques de Yaoundé. Car l'avènement de l'or noir en Guinée Equatoriale semble avoir ravivé l'intérêt des sud-africains pour ce ; pays. Le président Obiang Nguema Mbasogo a effectué une visite officielle en Afrique du Sud en 2003,-,visite précédée par l'ouverture d'une ambassade à Malabo où plusieurs de ses entreprises (en majorité des filiales de firmes multinationales) ont déjà pris position. Le fait que ce soit le président Thabo Mbeki qui prévint le président équato-guinéen d'un mouvement de mercenaires vers son pays après avoir laissé l'appareil décoller de son territoire s'apparente avec le recul à une opération de :marketing destinée à gagner la confiance d'Obiang Nguema Mbasogo. D'ailleurs tandis que Teodoro Obiang Nguema Mbasogo affirmait avoir parlé « avec le président sud-africain qui [l'] a averti qu'un groupe de mercenaires faisait mouvement vers la Guinée Equatoriale», M. Bheki Kumalo, porte parole du président Thabo Mbeki, précisait pour sa part que «les deux présidents n'avaient pas été directement en contact mais que leurs services "avaient partagé des informations"» pour éviter un changement inconstitutionnel de gouvernement en Guinée Equatoriale » (*AFP et Reuters*, 10/03/2004). La relative cacophonie dont a fait montre Teodoro Obiang Nguema Mbasogo dans cette affaire semble être à la base de la distanciation opérée par la présidence sud-africaine.

En guise de conclusion : les perspectives de la crise

La crise diplomatique entre Yaoundé et Malabo s'est désormais inscrite dans la longue durée compte tenu des lectures divergentes de la conjoncture régionale entre les deux capitales et de la réticence du président équatorien à engager la responsabilité de son gouvernement dans les dédommagements des ressortissants camerounais expulsés de manière expéditive de la Guinée Equatoriale. A court terme, Malabo devrait renforcer son attitude de méfiance à l'égard du Cameroun. La logique bureaucratique de la diplomatie camerounaise qui réduit considérablement les contacts directs entre Paul Biya et ses pairs de la sous région constituera à coup sûr un élément supplémentaire dans la sédimentation de la tiédeur dans les relations bilatérales entre les deux pays. La commission mixte comme cadre

bilatéral de gestion de la crise désormais ouverte entre Malabo et Yaoundé s'avèrera en deçà des attentes et espérances, compte tenu de la modestie des résultats des précédentes éditions sur l'amélioration du traitement des ressortissants camerounais par les autorités de Malabo. Recourir au dispositif normal, routinier et institutionnalisé de la commission mixte pour gérer une situation de crise et donc exceptionnelle, semble d'une utilité relative et d'une efficacité limitée dans la gestion à court terme du dossier des dédommagements des expulsés. On peut même dire que, en recourant à cette pratique routinière Paul Biya et Teodoro Obiang Nguema Mbasogo se sont accordés sur le désaccord entre les deux pays.

Reste que, au niveau sous régional, Malabo devrait de plus en plus sentir la nécessité du parapluie sécuritaire nigérian. Le deal diplomaticostratégique entre les deux pays va

assurément se renforcer même s'il est difficile de prédire une franche loyauté amicale d'Abuja envers Malabo. Le Maroc où le président équato-guinéen a effectué un voyage en 2004 va continuer de garder une mainmise sur de la sécurité présidentielle équatorienne. Le partenariat stratégique avec l'Afrique du Sud esquissé avec la révélation du complot n'a pas connu un réel renforcement.

Le président gabonais Omar Bongo Ondimba n'a pas pu tirer tout le profit escompté de cette crise pour se rapprocher d'Obiang Nguéma Mbasogo et trouver un modus vivendi favorable au Gabon dans le différend de Mbanié. Les relations bilatérales avec la Guinée Equatoriale sont, dans leur ensemble, restées brouillées et empreintes de méfiance. Le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo s'est fait représenté au niveau ministériel au sommet extraordinaire de la CEMAC convoqué à Libreville par Omar Bongo Ondimba le 1^{er} juin 2004 « sur la situation prévalent dans la sous-région » (*AFP Afrique*, 10 mars 2004); sommet qui avait pourtant « condamné les récentes tentatives de renversement des régimes en Guinée Equatoriale et au Tchad » (*AFP Afrique*, 1^{er} juin 2004). Par ailleurs, la Guinée Equatoriale a annoncé le 1^{er} juin qu'«une tentative armée a été menée par un groupe de rebelles équato-guinéens avec résidence à Libreville » dans l'île de Corisco. Le gouvernement, gabonais a condamné cet acte «susceptible de ternir les relations de bon voisinage, d'amitié et de fraternité qui existent, si heureusement, entre les pays de la sous-région, et en particulier entre le Gabon et la Guinée Equatoriale » (*L'Union Plus*, 2 juin 2004). De même Libreville a exprimé « sa disponibilité à participer aux côtés du gouvernement de Guinée Equatoriale à une action concertée en vue de rechercher et d'identifier tous les auteurs et instigateurs de cette attaque » (*L'Union Plus*, 2 juin 2004). Cette disponibilité ne suffira assurément pas à lever le doute et la suspicion de la part de Malabo où on souligne la proximité de l'île de Corisco de celle litigieuse de Mbanié.

Quant à la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), elle est restée toujours une institution lésardée dans laquelle les politiques des Etats en ce qui concerne la libre circulation des hommes se situent à contre courant des discours et des valeurs politiques recherchées par l'institution. Les politiques nationalistes et sécuritaires de ses membres relativement lilliputiens n'ont pas favorisé l'avancée rapide de la dynamique d'intégration. Celle-ci devrait néanmoins voir sa dimension sécuritaire subir en quelque sorte un contre effet bénéfique de la crise. Pour la première fois en effet, la Guinée Equatoriale a évoqué la l'éventualité de la signature du pacte de non agression de la CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale) qu'elle a jusqu'à présent boudé.

Pour ce qui de la situation interne en Guinée Equatoriale, elle est demeurée imprévisible avec le renforcement de la restauration monolithique et autoritaire du régime de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo lors des élections législatives et municipales du 25 avril 2004. Le parti du chef de l'Etat s'était octroyé 98% des sièges des députés et 97% des conseillers municipaux. L'opposition interne de la Convergence pour la démocratie sociale (CPDS) avait « totalement et catégoriquement rejeté les résultats proclamés » qui furent néanmoins promulgués le 25 mai 2004 par le tribunal constitutionnel, la plus haute juridiction équatorienne. Quant au gouvernement espagnol, ex-puissance colonisatrice, il avait regretté que

les élections du 25 avril 2004 « n'aient pas permis que la pluralité de la société guinéenne se traduise au parlement (...) et n'aient pas contribué au renforcement du processus démocratique » (*AFP*, 11/05/2004). Autant dire que les voies de l'alternance et du changement restent inscrites dans des perspectives anti-démocratiques.

Four ce qui est de la situation au sein du clan régnant, elle est restée aussi tendue avec la continuation des querelles au sein de la famille présidentielle qui brouillent considérablement la figure de l'ennemi ou de l'adversaire du régime de Malabo. A l'ennemi de l'extérieur Severo Moto Nsa toujours très remuant à Madrid s'ajoute dans une certaine mesure ce qu'on pourrait considérer comme les dissidents (ou les ennemis) intérieurs dont la figure de proue est le général Augustin Ndong Ona, cousin d'Obiang Nguema Mbasogo et Conseiller à la défense aujourd'hui réfugié à Las Palmas (Iles Canaries). A cela s'ajoute une multitude d'alliances grises et de conflits familiaux liés à la course à la succession des enfants Obiang. Autant dire que Malabo n'est pas à l'abri d'une autre révolution de palais et de la répétition du parricide. Par conséquent la politique interne et externe du soupçon développée par le régime de Malabo aura encore un bel avenir.

NOTES :

2. Ces instruments sont : (i) Traité d'amitié et de Bon 'Voisinage (Yaoundé, 26/01/80), (ii) Accord de Coopération Economique et Technique (Yaoundé, 06/11/80), (iii) Accord aérien (Malabo, 14/OII74), (iv) Accord Commercial, Malabo, 29/04/83), (v) Accord Agricole et Forestier (Malabo, 29/11/81), (vi) Protocole d'Accord de Pêche (Malabo, 26/11/81), (vii) Protocole d'Accord en matière d'Elevage (Malabo 26/11/81), (viii) Protocole d'Accord en Matière des Télécommunications (Yaoundé, 24/4/73)
3. L'UDEAC s'est transmué en 1994 en "Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)".
4. Archives du Ministère des Relations Extérieures. « Etat des relations Cameroun Guinée Equatoriale », Janvier 2000
5. Cour Internationale de Justice, Compte rendu 2002/21, Audience publique tenue le lundi 18 mars à 2002 à 10 heures
6. Cour Internationale de Justice, Compte rendu 2002/21, Audience publique tenue le lundi 18 mars à 2002 à 10 heures
7. Cour Internationale de Justice, Compte rendu 2002/21, Audience publique tenue le lundi 18 mars à 2002 à 10 heures
8. Cour Internationale de Justice, Compte rendu 2002/21., Audience publique tenue le lundi 18 mars à 2002 à 10 heures
9. Archives du Ministère des Relations Extérieures. « Etat des relations Cameroun-Guinée Equatoriale » , Janvier 2000
10. Communiqué de presse du gouvernement, 12 mars 2004
11. Communiqué de presse du gouvernement, 12 mars 2004
12. Selon La *Lettre du Continent*, les Etats-Unis misent de plus en plus sur le sud de l'Angola où ils projettent la construction d'une base militaire de plus de 5 pistes. Sao Tome et Principe jugé très étroit devrait tout simplement servir de centre d'écoute pour la sécurité des compagnies pétrolières américaines opérant dans le Golfe de Guinée. Voir *La Lettre du Continent*, N° 450, Juillet 2004, p. 3
13. Communiqué de presse du gouvernement, 12 mars 2004

REFERENCES

- AFP Afrique, 01/06/2004
- AFP Afrique, 15/08/2000
- AFP et Reuters, 10/03/2004
- AFP, 11/05/2005
- AFP, 11/05/2005
- Amayena, N., 2004, « Un général américain au Palais de l'Unité », *Cameroon Tribune*, 17/05/2004
- Badjang ba Nken « Restaurer la sérénité », *Cameroon Tribune*, Lundi, 15 mars 2004. Campbell, C. J., 1998, « Golfe de Guinée : situation et perspectives énergétiques. *Géopolitique*, 63, octobre, pp. 140-151
- Chouala, Y. A., 2003, L'interétatisme dans de Golfe de Guinée. Contribution du champ à la sociologie des relations internationales, thèse de Doctorat en Science Politique, Université de Yaoundé II-Soa
- Chouala, Y. A., 2004, « L'installation des Camerounais au Gabon et en Guinée Equatoriale. Analyse d'une dynamique d'exportation de l'Etat », in Sindjoun L., (dir) *Etats, réseaux individus dans les relations internationales africaines*, Paris, Karthala

- Cour Internationale de Justice, *Compte-rendu, Audience publique tenue le 20 mars 2002, à 15 heures, au Palais de la Paix, sous la présidence de M. Guillaume, Président, en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigeria (Cameroun c. Nigeria, Guinée Equatoriale (intervenant))*, www.icj-cij.org
- Djimeli, A. T., 2004, « Chasse à l'étranger à Malabo », *Le Messager*, n° 1635, 15 mars 2004
- *Jeune Afrique L'Intelligent*, n.° 2186, 2-8 décembre 2002.
- *L'Union Plus*, 02/06/2004
- *La Lettre du Continent*, N° 450, Juillet 2004.
- *La nouvelle Expression*, n° 1234, vendredi, 26 mars 2004
- Mbembe, A., 1995, « Notes provisoires sur la postcolonie », *Politique Africaine*, 60, pp. 76-109
- Mbog Pibasso, A., 2004, « Xénophobie en Guinée Equatoriale. Il faut arrêter Obiang Nguema », *La Nouvelle Expression*, n° 1259, mercredi 17 mars.
- *Mutations*, n° 467, mercredi, 28 mars 2001.
- Ngogang, T., 2004, « Cameroun-Guinée Equatoriale. Des excuses contre la nourriture », *Mutations*, n° 1116, 25 mars
- Ngogang, T., 2004, « Cameroun-Guinée Equatoriale : Bongo et Sassou soutiennent Obiang Nguema », *Mutations*, mardi, 06 avril.
- Nono, C., 2004, « Le Cameroun future base américaine 08/04/2003 », [http ://ltwww.grioo.conali.nfo206.html](http://ltwww.grioo.conali.nfo206.html) (consulté le 10/04/2004)
- Owona Nguini, M. E., 2004, « Le Cameroun doit assurer son leadership », *Mutations*, n° 1111, jeudi, 18 mars.